

**Commission** : Sommet UE- Méditerranée, et Moyen-Orient

**Problématique** : Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

**Auteur**: France

La France est une république démocratique, le président de la république est Emmanuel Macron depuis 2017 et son premier ministre est Gabriel Attal. La France, avec une population de 68,8 millions d'habitants, est l'un des membres fondateurs de l'Union européenne et membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, membre de l'OTAN et de la Zone Schengen. D'une part notre pays a une forte présence au Moyen-Orient centrée sur la lutte contre le terrorisme, d'autre part la France entretient des relations commerciales et humanitaires avec les pays de cette zone. Notre pays est la deuxième puissance économique européenne, représentant 18,5% du PIB de l'Union européenne.

Le relancement d'une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable relève de nombreux enjeux pour notre pays, la France a de nombreuses relations commerciales avec les pays composant le Moyen-Orient et importe du pétrole de la région. De plus, notre pays finance de nombreuses missions humanitaires dans la zone et promeut la lutte contre le changement climatique. D'autre part, la France est engagée dans la question migratoire et la protection des droits des migrants. Finalement, la France étant le pays de l'union européenne le plus touché par les attentats de groupes islamistes opérant dans la région, la lutte contre le terrorisme est l'une de ses missions principales.

Sur la question migratoire, notre pays, ayant signé la convention de Genève, défend les droits des migrants. D'autre part, la France a signé l'Accord de coopération régionale pour la Méditerranée occidentale en 2003 avec l'Espagne, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Portugal qui permet de lutter contre l'immigration clandestine, la traite des êtres humains et de promouvoir la coopération régionale sur l'immigration illégale. Ainsi que récemment la loi sur l'immigration, l'intégration et l'asile du 26 janvier 2024 qui met en place de nombreuses régulations sur l'immigration qui renforcent le contrôle et la gestion des flux migratoires.

Sur le plan économique, la France importe du pétrole des pays du Moyen-Orient, ayant de nombreuses relations commerciales avec ces pays, d'autre part elle exporte des biens et services, de nombreuses entreprises françaises sont installées au Moyen-Orient, telles que TotalEnergies, du secteur énergétique, Vinci, de la construction, Renault, de l'automobile, BNP Paribas, Banque... En somme, notre pays entretient de nombreuses relations économiques avec le Moyen-Orient qui impulsent l'économie française.

La lutte pour le développement durable fait partie des initiatives que la France mène dans le Moyen-Orient, visant à promouvoir une meilleure gestion des ressources, dont l'eau principalement, la région du Moyen-Orient étant soumise à des tensions causées par le stress hydrique et la désertification, la crise climatique frappant fortement les pays du Moyen-Orient.

L'aide humanitaire à la région est l'une des principales missions de notre pays, les nombreux conflits de la région menant à de nombreuses crises humanitaires telles que celles de la Syrie et plus actuellement celles de Gaza font que la France finance plusieurs projets d'aide humanitaire dans la zone, ainsi que pour aider les populations qui se voient en conditions qui violent les droits humains et pourrait utiliser son siège comme membre permanent de l'ONU pour augmenter l'aide humanitaire.

Sur la question du terrorisme, notre pays mène plusieurs missions militaires dans le Moyen-Orient, par exemple des forces françaises sont déployées en Syrie, Irak et Jordanie sous l'opération Chammal, ainsi qu'au Liban et aux Émirats arabes unis pour lutter contre le terrorisme.

Notre pays coopère aussi avec des pays de la zone pour éviter l'armement et la financement de groupes terroristes ainsi que la radicalisation qui provoque leur apparition.

En conclusion, notre pays, de tendance europhile, cherche à développer ses relations économiques avec les pays du Moyen-Orient, promouvoir les valeurs humanistes et le développement durable, ainsi que de maintenir la stabilité dans la région, de défendre les droits de migrants et relancer une coopération profitable et durable avec les pays du Moyen-Orient.